GUERRE DE CLASSES

NOUVELLE SERIE
N° 8
MARS 1974
1F

JOURNAL COMMUNISTE LIBERTAIRE

POUR LE POUVOIR INTERNATIONAL
DES CONSEILS OUVRIERS

« L'avant-garde réelle, ce n'est pas tel ou tel groupe qui se proclame la conscience historique du prolétariat, c'est effectivement ceux des travailleurs en lutte qui sont à la pointe des combats... »

(Plate-forme de l'O.C.L., juillet 1971)

éditorial

VERS UN POUVOIR FORT ?

Allons-nous vers un renforcement du pouvoir bourgeois en France ?

La confusion extrême qui règne au sein de la « classe politique », les dissensions qui tiraillent l'actuelle majorité, l'état de santé de son chef, désormais fait public, la ruée vers l'Elysée permettent difficilement de se risquer à des pronostics.

De toute façon, le pouvoir, sous Pompidou, s'est **déjà** notablement renforcé. Le personnage s'est arrogé, progressivement, insidieusement, à pas feutrés, des moyens d'imposer ses quatre volontés beaucoup plus étendus que ceux, déjà exorbitants, dont se contentait son prédécesseur. De Gaulle avait ses marottes, ses domaines réservés. Il était plus vaniteux qu'omnipotent. Il ne s'abaissait pas à toucher à tout. Pompidou entend mettre à son profit toute la machinerie constitutionnelle forgée par le Général pour sa propre grandeur. Il n'est pas de recoins où il ne veuille fourrer son gros nez. Le Premier ministre, qui avait encore un certain standing au temps où il en remplissait lui-même la fonction, n'est plus aujourd'hui qu'un simple valet, le parlement un fantoche.

Des émissaires personnels du chef de l'Etat exécutent servilement ses ordres au sein de l'appareil gouvernemental, les Jobert, les Chirac, les Malaud et autres. Aussi longtemps que sa santé le lui permettait, l'Auvergnat cauteleux et rusé avait caressé des plans — d'ailleurs avortés — d'extension de son despotisme par le biais de révisions de la Constitution. Aujourd'hui une poignée d'éminences grises, à peine connues du grand public avant que la vengeance d'Arthur Conte ne les démasque, ramassent les hochets monarchiques tombés entre leurs mains balourdes et sont davantage à la recherche de la moins mauvaise porte de sortie pour leur auguste infirme que de nouveaux artifices pour serrer la vis au peuple.

Sauf le cas où Pompidou ne voudrait point se retirer avant d'avoir intronisé un président à poigne — un Messmer mais moins godiche —, il paraît peu vraisemblable que les postulants à la première place, qu'un Giscard, un Chaban, un Edgar Faure, si l'un d'eux décrochait la timbale, soient tentés par une aventure de style autoritaire.

Galley met au point, en demi-sourdine, des plans de militarisation du pays, d'intrusion ouverte de l'Armée dans la vie publique, allant, pour commencer, de la désignation d'un chef militaire à un poste gouvernemental conséquent jusqu'à, le cas échéant, un mini-coup d'Etat, plagiat à échelle réduite du putsch chilien. Par « cas échéant », il faut entendre, par exemple, la riposte des soudards à une éventuelle accession légale au pouvoir de l'Union de la Gauche.

Mais c'est surtout la situation économique, ses impasses, ses contradictions multiples qui pourraient bien aboutir à un renforcement du pouvoir politique.

Le fait présent le plus saillant, c'est que la hausse du prix du pétrole a creusé dans la balance commerciale française un trou de 18 à 20 milliards de nouveaux francs l'an. D'où la résolution prise par la bourgeoisie de sacrifier délibérément la consommation intérieure au sacro-saint accroissement des exportations. Mais où donc écouler cette énorme camelote supplémentaire ? Comment supplanter sur le marché mondial les autres pays exportateurs, également talonnés par l'urgence d'intensifier leurs ventes au-dehors pour faire face au surprix du pétrole qu'ils importent ? Comment compter sur le marché européen au moment où la Communauté s'en va en morceaux, où l'Angleterre part à la dérive et où l'Allemagne de Bonn retombe dans les bras de l'oncle Sam ?

Les velléités de pouvoir fort ont d'autres foyers, plus incandescents : le ministère de l'Intérieur, le ministère des Armées, d'ailleurs en rivalité aigre-douce l'un avec l'autre :

Marcellin se frotte les pognes à chaque hold-up, à chaque mise à feu de Méhari qui lui fournissent prétexte à un accroissement des effectifs de sa police déjà pléthorique et passablement fascisée.

Giscard a dû, en toute hâte, colmater l'hémorragie de trois milliards et demi de nouveaux francs qui, au cours du seul mois de janvier, ont été prodigués, vainement, à soutenir le franc, aussi bien avant qu'après une dévaluation déguisée en « flottement ».

Le grand argentier s'y est pris en empruntant, coûteusement, aux banques étrangères, notamment américaines, un milliard et demi de dollars qui, tout en endettant lourdement le Trésor public, ne représentent même pas le tiers du gouffre à combler pour l'année en cours.

Les masses laborieuses, d'une part, sont déjà invitées ouvertement à se serrer la ceinture ; d'autre part, les guette, dans les mois qui viennent, une hausse des prix de détail qui pourrait atteindre 15 %.

L'étendue des sacrifices que le capitalisme français entend faire supporter à la classe ouvrière est jusqu'à ce jour assez peu perceptible. La grande pénitence est encore du domaine de l'avenir, mais d'un avenir proche. Les bureaucraties syndicales mettent un bandeau sur les yeux de leurs cotisants. D'où la relative temporisation des luttes sociales. Mais le jour où les travailleurs verront clairement qu'on les a soporifiés et à quelle sauce on se propose de les manger, ils pourraient bien renâcler avec une extrême vigueur.

Les maîtres du jeu se trouveront alors au pied du mur : ou céder momentanément la place à la Gauche pour infliger à un gouvernement Mitterand l'impopularité d'inévitables mesures draconiennes de « salut public », dans l'ordre économique, financier et monétaire, quitte ensuite à faire expulser le ministère à direction « socialiste » par l'Armée, secondée par les bandes et les flics fascites ; — ou bien se dispenser de ce détour qu'il implique, et hisser au pouvoir, sans plus attendre, une équipe dite « musclée ». L'adjectif est d'usage courant dés aujourd'hui et certains vous glissent déjà à l'oreille un nom : Bigeard.

Sur le plan civil, le soutien est déjà trouvé : les petits commerçants conditionnés par Nicoud et encadrés par Royer. Un thème démagogique latent depuis belle lurette, est à portée de la main : le racisme.

Puissions-nous ne pas nous laisser surprendre.

DANS CE NUMERO

Crise du pétrole p. 2
Lip et l'extrême gauche p. 3
Espagne, quelques pas vers l'affrontement
ITT, une firme multinationale comme les autres p. 4
Grande-Bretagne, du prolétaire anglais au citoyen de sa majesté p. 5
Antifascisme, démocratie ou guerre de classes ?
Réponse à l'article n° 6 la lutte des femmes dans une perspective révolutionnaire p. 6

LES LUTTES SOCIALES ET « LA VIE CHÈRE »...

Depuis 1971, la crise se développe dans le système capitaliste ; elle a débuté par la faillite du système monétaire international mis sur pied par Brenton-Woods entre les pays occidentaux ; puis, s'est poursuivie par une chute démentielle du dollar, pour enfin se retrouver dans l'inflation galopante actuelle ; inflation, que les Etats-Unis ont réussi à exporter et qu'ils sont en mesure de résorber avec la hausse des produits pétroliers et la faillite du Marché Commun Européen.

La situation de crise qui pointait périodiquement était dissimulée par diverses réformes des gouvernements, mais elle ne cessait de se traduire par une hausse du coût de la vie et des matières premières, ainsi octobre 73 a connu un taux de 1,1 % d'augmentation des prix. Cette hausse des prix n'a pas laissé aveugles les divers signataires du programme commun, qui dès la fin octobre, lançaient un appel à l'action sur le thème « Halte à la vie chère ». C'est dans ces conditions que se préparait la journée de grève nationale du 6 décembre qui regroupait syndicats et partis de gauche. Cependant, les divergences entre C.G.T. et C.F.D.T. apparurent, divergences qui n'étaient que des questions de termes. Pour la C.G.T., cela devait être une « campagne d'information débouchant sur une journée nationale de rassemblement des mécontents » ; pour la C.F.D.T. une « campagne nationale d'action se développant sur le terrain de chaque organisation politique, syndicale... » Ainsi, il apparaissait que, face à un durcissement des

suite p. 2

suite de la p. 1

LES LUTTES SOCIALES ET « LA VIE CHÈRE »...

conditions de vie, la C.G.T. et les partis de gauche utilisaient un terrain favorable pour développer les actions contre le gouvernement avec la stratégie « Programme commun » ; la C.F.D.T. essayant de garder son autonomie syndicale par sa pseudo-démarcation. Vu l'importance donnée par les partis de gauche à cette campagne contre la vie chère et l'assise ouvrière des syndicats, on aurait pu s'attendre à une actualisation importante de ce problème dans les luttes sociales. Or il n'en a rien été ; cette opération de courte durée, décidée par les bureaucrates, n'a pas réussi à canaliser les luttes sociales. Ainsi, Lip, éclipsé à ce moment-là, réapparut avec plus de force ; le conflit des Houillères du bassin de Lorraine devait une fois de plus, montrer la stratégie des bureaucraties syndicales.

On savait que, du fait de la pénurie pétrolière, les négociations paritaires sur les salaires dans les charbonnages allaient avoir une grande importance. Aussi, l'intersyndicale des H.B.L. lança une journée de grève locale pour le 9 janvier ; elle se traduisit par la paralysie totale du trafic ferroviaire sur le réseau privé des H.B.L. Cette journée d'action devait être une démonstration syndicale, permettant de créer un rapport de force valable pour la réunion paritaire des Charbonnages de France du 25 janvier. Mais les 394 mineurs-cheminots ne l'entendaient pas ainsi et utilisèrent la grève-bouchon illimitée pour faire aboutir leurs revendications précises : révision de la convention collective, revalorisation de l'emploi. La grève des cheminots devient gênante, surtout depuis que la direction a lockoutés les 10.000 mineurs de fond le jeudi 10 janvier, le charbon étant bloqué aux puits. Le lendemain, alors qu'elle avait appelé les cheminots à la reprise et renvoyé les mineurs chez eux, la C.G.T. dépose son préavis de grève générale pour le lundi 14 janvier : décision on ne peut plus bureaucratique. On aperçoit la tactique classique noyer des revendications précises dans une masse peu combative. Cependant la C.G.T. n'avait pas fini de surprendre, elle retire sa proposition de grève générale pour le lundi (ceci coïncidant avec la venue d'A. Blondeau, secrétaire général de la Fédération des mineurs). Au cours de la semaine suivante : C.G.T., C.F.T.C. et F.O. préparent une nouvelle plate-forme de revendications des mineurs, en proposant à la C.F.D.T. de ne pas demander de vote. Au cours de la réunion qui s'ensuit, la rupture a lieu entre syndicats ; 91 cheminots sont invités à voter : 52 seront pour la reprise, 37 contre et 2 blancs ; face au débordement des revendications globales des mineurs, les cheminots accablés reprendront le travail le lundi 21 janvier. Sur les puits la grève est effective pour les 10.000 mineurs de fond qui réclament le paiement des journées de lockout. On assiste alors aux négociations habituelles entre syndicats et direction, qui déboucheront sur la réunion des Charbonnages du 25 janvier par 2 % d'augmentation de la masse salariale et du pouvoir d'achat. Les mineurs reprendront le travail le lundi 28 janvier ; mais les cheminots, oubliés dans le paiement des heures de grève se remettaient en grève pour quelques heures seulement, le temps que la direction et les syndicats, pris de panique règlent ce malencontreux oubli. Ainsi se terminait par des soubresauts malsains, cette grève, qui de radicale qu'elle était chez les mineurs-cheminots s'était transformée en grève générale classique, permettant un contrôle syndical ; les revendications précises étant noyées dans la masse.

A la lumière de cette grève, il apparaît de nouveau que la C.G.T. (majoritaire aux Houillères : 45 %) a préféré les grandes masses de manœuvre plutôt que la détermination et la radicalisation d'un groupe précis de travailleurs se battant sur des revendications propres. La position de la C.F.D.T. apparaît, comme à Lip, beaucoup plus complexe et ambiguë ; malgré sa présence soutenue dans les luttes sociales, elle est tributaire d'une bureaucratie qui s'illustre notamment par son récent « pacte d'unité populaire » devant regrouper toutes les « Forces populaires et autogestionnaires ». Les stratégies syndiacles se rejoignent donc dans leur réformisme : il s'agit de développer contre les gouvernements, dans une période de difficultés économiques, des actions de masse, donc d'utiliser les luttes pour : — soit réactualiser le Programme Commun en vue d'un changement de pouvoir, — soit de développer une campagne de propagande pro-syndicale (1). Tout cela mène donc à des conceptions électoralistes et au crétinisme parlementaire qui s'est montré encore récemment par le dépôt d'une motion de censure par la gauche, voté par les réformateurs (sans allusion au Programme Commun).

Plus que jamais, les syndicats apparaissent, au niveau de leur bureaucratie, comme des Forces contre-révolutionnaires, qui nient l'autonomie des luttes ouvrières en les modérant et en s'en servant pour mettre en avant leur projet de changement de pouvoir : Programme Commun ou autogestion, « démocratie parlementaire dans les entreprises.

Plus que jamais, vive l'autonomie des luttes, vive l'autonomie du prolétariat.

CRISE DU PÉTROLE ?

CRISE DE L'ENSEMBLE DE L'ECONOMIE CAPITALISTE !

La « crise du pétrole » a jeté la panique sur le monde entier. Même si, depuis janvier, ici ou là, des accords particuliers et l'assouplissement des politiques des Etats du Moyen-Orient permettent de ramener le « désastre » à de plus justes porportions, il n'en est pas moins vrai qu'il existe un problème important, celui de l'énergie, posé à l'ensemble de l'économie mondiale. Ajoutons qu'il est incontestable que le ralentissement ou la réduction des livraisons de pétrole entraîne des difficultés pour les économies des pays développés et que, surtout, les hausses des prix des produits pétroliers aggravent le phénomène **« inflation »** et, avec le freinage de la croissance, la **récessions** le **chômage** ,la limitation du niveau de vie des travailleurs.

Mais il est essentiel de comprendre que la crise du pétrole n'est nullement la cause de l'inflation et de la récession. L'inflation n'est pas un phénomène nouveau et la récession était en vue. La crise du pétrole n'a fait que manifester un peu plus vite que prévu les effets d'une **crise économique générale** . Il convient de rappeler que la crise du pétrole n'est elle-même, dans sa manifestation actuelle, qu'une conséquence d'une situation politique au Moyen-Orient, reflétant un état aigu des tensions inter-impérialistes dans le cadre de la crise du capital mondial. Disons aussi que la crise du pétrole a permis à l'impérialisme Américain de reprendre une part de son autorité sur le plan monétaire et de rendre rentables ses réserves énergétiques (gisements de schistes bitumineux, par exemple), voire de justifier d'éventuelles interventions militaires au Moyen-Orient. Disons surtout que cette crise, dont les effets ont été multipliés par les campagnes de propagande, permet de trouver un alibi facile pour expliquer les licenciements, les fermetures d'usines, l'accélération de toutes les mesures d'exploitation, notamment la baisse de la sécurité de l'emploi et les atteintes aux niveaux réels de salaires.

La crise monétaire

La crise des principales monnaies, celle du dollar en tête, depuis 1970, exprime une crise générale de l'économie au niveau des balances commerciales, autrement dit au niveau des différences entre les importations et les exportations. Il est clair que chaque capital national voulant accroître l'excédent de ses exportations, on tend à un excédent global que le marché ne peut absorber. En ce sens, nous vivons comme en 1929 une crise de « surproduction » dans laquelle chaque pays s'efforce — en dévaluant sa monnaie notamment — de vendre davantage. Ce qui revient à tenter de faire porter aux autres le poids des difficultés. D'où les efforts considérables des Américains pour éviter les dévaluations dans les autres pays.

Et on constate qu'en plusieurs années, aucune bourgeoisie, aucun économiste bourgeois n'ont pu proposer une solution quelque peu durable.

Mais la crise actuelle se distingue de celle de 1929 en plusieurs points : elle se produit dans le cadre d'une économie où l'intervention de l'Etat évite l'effondrement brutal mais où le phénomène de l'inflation atteint une extraordinaire importance.

L'inflation et les dépenses improductives

Un constat frappant : depuis la 1re guerre mondiale, les périodes d'inflation (augmentation de la quantité de monnaie plus grande que l'augmentation des biens réels, donc se traduisant par la « flambée des prix ») se sont manifestées dans les périodes de guerre (14-18, 39-40, guerre de Corée, guerre d'Algérie pour la France), donc lorsque les dépenses improductives sont les plus élevées. C'est seulement dans les dernières années que l'inflation est devenue un phénomène **permanent** ,accompagné d'une stagnation relative (que les économistes bourgeois appellent stagflation).

Les difficultés de plus en plus insurmontables que rencontre le système pour écouler ses marchandises, signification d'un état de décadence, ne peuvent être apparemment surmontées que par la destruction massive des capitaux (à travers les guerres) puis par les besoins de la reconstruction par l'augmentation des dépenses improductives. De toutes façons, ces « solutions » expriment l'impuissance des rapports capitalistes à se reproduire normalement. Essayons d'y voir clair dans cette pseudo-solution des dépenses improductives. On peut distinguer :

— la multiplication des emplois parasitaires : part tout à fait excessive du « tertiaire » dans l'économie : bureaux, assurances, banques multipliées

— les frais de marketing, l'énorme développement de la publicité, des recherches favorisant la fragilité et le remplacement des produits, frais consacrés plus à l'écoulement des marchandises qu'à la production

— le fonctionnement de l'Etat augmentant monstrueusement ses moyens de maîtriser la vie sociale : administrations, polices, armées

— l'institution des systèmes de chômage

— les dépenses militaires destinées à renforcer les positions de chaque capital national face aux concurrents.

Les fabrications militaires destinées à l'exportation semblent faire exception puisqu'elles aboutissent à un marché. Mais ces dépenses constituent un stimulant artificiel puisqu'elles ne peuvent devenir du capital et ne peuvent être réintégrées dans le processus de production. Certes, elles permettent à un secteur capitaliste d'acheter des moyens de production ou de subsistance ou de développement mais alors c'est l'acheteur qui paie en capital et reçoit en échange un bien stérile. Pour le capital global mondial, l'opération est nulle.

Certes, l'existence de frais improductifs se manifeste dans toutes les sociétés et, dans la société capitaliste, l'Etat et la consommation de la classe capitaliste ont toujours constitué des dépenses improductives. Mais aujourd'hui, soit sous la forme d'impôts directs, soit sous la forme de taxes et de frais inclus dans les prix, ces dépenses improductives représentent une somme de plus en plus élevée. A côté du profit et des coûts de la force de travail et du capital constant consommés dans la production, interviennent aujourd'hui dans le prix de chaque marchandise, tous les frais indispensables à sa vente, y compris les frais de police et d'armements. « Dans la valeur de chaque objet, la part revenant au travail nécessaire à sa production devient chaque jour plus faible par rapport à la part revenant au travail humain imposé par les nécessités de la survie du système » (Révolution Internationale nº 6).

L'inflation apparaît donc comme un phénomène à travers lequel le système fait porter le poids de ses contradictions insolubles aux travailleurs, en s'attaquant à leur niveau de vie

Nous ne pouvons négliger dans les causes d'inflation le poids de certaines augmentations de prix (matières premières, pétrole, services etc.), le poids d'un excédent de la demande sur l'ensemble des biens (notamment demande de matières premières et de produits agricoles) la pression à la hausse provoquée à certaines étapes par l'in-

suite p. 3

LIP ET L'EXTREME GAUCHE

La lutte des travailleurs de LIP, par son retentissement national et international, a déferlé les chroniques des journaux d'extrême-gauche. Les attitudes des organisations diffèrent de l'une à l'autre. Par rapport à LIP, on peut remarquer trois tendances : les gauchistes avant-gardistes, les autogestionnaires et l'ultra-gauche. Cette classification est approximative et non systématique ; certains groupes appartiennent aux deux premières catégories, d'autres à aucune comme LES CAHIERS DE MAI, qui en aidant les lip à réaliser leur film et lip-unité, leur ont été d'un grand secours.

LES GAUCHISTES

Nous entendons par là les léninistes, trotskystes ou maoïstes, soucieux avant tout de leur groupuscule et de sa progression numérique. Ces groupes ont activement soutenu la lutte et ont fait un grand battage autour, en créant des comités de soutien, en donnant la parole dans leur presse et leurs meetings à des grévistes et en publiant de nombreux articles, tracts, affiches et brochures. Mais ce soutien est loin d'être désintéressé. LIP constitue pour eux un nouveau gadget pour recruter. On utilisa jadis le Vietnam et on se lance aujourd'hui sur le Chili et l'antimilitarisme.

Leur premier souci est d'apparaître en tant que groupes aussi bien devant les travailleurs de LIP que devant les autres partis et devant leur clientèle habituelle, la petite-bourgeoisie étudiante et lycéenne. Sous prétexte de soutien, les groupuscules ont mobilisé en nombre pour défiler le 29 septembre lors de la Marche sur Besançon avec banderoles, service d'ordre, fanfares, drapeaux et mots d'ordre propres. La manifestation organisée par entreprises, par villes, par quartiers ou par régions aurait été préférable, évitant par son caractère unitaire toute récupération.

De plus, les jeunes loups troskystes rêvent depuis toujours de figurer aux côtés de leurs aînées, les bureaucraties syndicales et réformistes. Et LIP peut très bien leur servir pour être enfin considérés par la Gauche : ***« ... Défendre l'unité sans exclusive pour la victoire de LIP, c'est le sens de la demande de Rouge et de Lutte Ouvrière de participer à la réunion nationale unitaire des syndicats et partis de gauche pour la solidarité de LIP. »*** (Rouge N° 217 du 24 août 73). Les trotskystes pour un strapontin en sont réduits à oublier le rôle maintes fois liquidateur des réformistes. Vouloir faire l'unité avec la C.G.T., qui 8 jours auparavant cassait la gueule à des travailleurs biscontins (et de lip) lors des affrontements de Palente, voilà qui a de quoi surprendre !... surtout à une époque où les grèves de solidarité et les bagarres de rues faisaient craquer le cadre étroit des entreprises et débordaient les syndicats, et où ceux-ci cherchaient à se remettre en selle par de grands meetings unitaires comme celui du Palais des Sports de Besançon le 16 août avec Maire et Séguy.

A force de lécher les bottes des réformistes, les trotskystes sont devenus les rabatteurs des syndicats et les larbins des sociaux-démocrates. On reconnaît bien là les ennemis jurés de l'autonomie ouvrière : ***« ...les militants combattifs qui se retrouvent sous le sigle Comité d'Action ont certes un rôle très important à jouer, qu'ils discutent, qu'ils cherchent à animer des débats, qu'ils écrivent des textes jusqu'au moment du vote. Plus que d'autres certes ils ressentent le besoin de débats, mais là aussi des dangers sont à éviter : parmi ceux-là, celui d'antisyndicalisme est un des plus grands. Le Comité d'Action ne peut prétendre rassembler tous les travailleurs de Lip décidés à lutter jusqu'au bout, il ne peut prétendre non plus devenir une 3e force autonome, avec ses propres finances, ses propres commissions. Car là, il changerait totalement de nature. De par sa création même, sa fonction était assez claire bien qu'ambiguë : c'était plus un moteur, un facteur de débats, une tendance combattive du mouvement qu'une force homogène. Et dans ce sens-là, le rôle qu'il doit jouer est encore important. »*** (Rouge N° 228 du 9 novembre 73). Rouge veut bien soutenir le Comité d'Action LIP, mais à condition que celui-ci soit un apport aux syndicats et non un groupe autonome de travailleurs combattifs. Le Comité d'Action est tombé à plusieurs reprises sous les coups des syndicats (de façon claire et délibérée pour la C.G.T., de façon plus sournoise pour la C.F.D.T.). Rouge n'a pas protesté...

Un bon moyen de rouler sa caisse devant les petits-bourgeois admiratifs est de vanter l'influence de son groupe, voire son implantation, parmi les ouvriers de Lip. Il paraît même que Piaget va adhérer à la IVe Internationale ; ça se dit en maints endroits, sauf à Besançon bien sûr... (et ils ne choisissent pas les plus radicalisés, seulement les vedettes choisies par les mass-media bourgeoises...). Et, évidemment, une décision importante des lip n'est en général qu'une idée reprise à l'organisation qui a su la défendre à grands coups de tracts à l'entrée des Assemblées Générales. Voilà de quoi remonter le moral des militants et faire de nouveaux adeptes. ROUGE et REVOLUTION ! sont d'ailleurs passés maîtres dans l'art d'apprendre aux travailleurs... ce que ceux-ci ont décidé la veille !...

De toute façon, ce n'est pas possible que des ouvriers trouvent seuls des formes de lutte dures sans l'aide et les conseils d'étudiants gauchistes. A quoi ça servirait d'avoir fait des études et de posséder la Science socialiste ? On n'est pas léniniste pour rien ! Nous ne parlerons pas des solutions avancées pour la reprise de Lip (ce n'est pas seulement les ouvriers qui ont besoin de conseils, c'est aussi le Capital lui-même), ni des affiches bisontines de LUTTE OUVRIERE dont la signature tenait plus de place que le restant du texte.

Ces attitudes exhibitionnistes n'ont rien d'étonnant. Les léninistes prétendent détenir la Vérité socialiste et par conséquent aspirent à diriger la classe ouvrière. Pour cela, il faut se faire remarquer, et pour certains louvoyer devant les actuels dirigeants du Mouvement Ouvrier, les syndicats véritables courtiers de la force de travail et la gauche du Capital : les réformistes. Mais pour l'instant les prétentions et la bêtise de ces mégalomanes sont moins dangereuses pour le prolétariat que les illusions entretenues par la catégorie suivante :

LES « AUTOGESTIONNAIRES »

Inévitablement, la reprise en main de la production par les travailleurs allait entraîner les pires sottises « autogestionnaires » dela part de Libération, du P.S.U., du Comité de Liaison pour l'AUTOGESTION Socialiste et de l'Alliance Marxiste Révolutionnaire, dont le cheval de bataille depuis longtemps est l'autogestion. Et, bien sûr, les anarchistes folkloriques de la Fédération Anarchiste et de la Tribune Anarchiste-Communiste ont cru bon de se joindre à ce concert discordant sur l'« autogestion ».

Les travailleurs de Lip ont toujours dit qu'il ne s'agissait pas d'autogestion mais d'un moyen d'assurer un salaire de survie pour continuer la lutte. En s'emparant du stock de montres et en remettant en route les machines, ils ont attaqué le droit sacrosaint de la Propriété et ont renoué avec une forme de lutte qui peut servir d'exemple à une partie de la classe ouvrière. Le P.S.U., qui a des militants en pointe à Lip, ferait bien de s'en souvenir et cesser d'associer Lip et l'autogestion.

Aujourd'hui, l'autogestion n'est pas possible en y avoir dans le monde d'ilôts socialistes, ni entreprises, ni états. Dans une y avoir dans le monde d'îlots socialistes, ni entreprises, ni Etats. Dans une économie de marché une coopérative ouvrière doit subir et suivre les lois capitalistes du marché, de la concurrence et de la rentabilité. C'est ça ou crever ! Et les travailleurs devront accroître les profits, développer l'entreprise aux dépens réduire leurs salaires, brefs être leurs propres exploiteurs.

Mais, de même, la reprise de la production et la vente des montres n'est pas une voie VERS l'autogestion. Après la prise du pouvoir par le prolétariat, l'autogestion ne sera pas la direction par les Conseils Ouvriers d'entreprises autonomes l'une par rapport à l'autre qui, comme en Yougoslavie, se feraient concurrence. Les produits ne seront pas la propriété des travailleurs qui les ont fabriqués (ni d'un quelconque Etat !). La production sera la propriété de l'Humanité entière et aucun individu ou groupe d'individus n'enretirera profit. Parler d'autogestion, c'est bien, mais encore faudrait-il savoir quelle économie autogérer !

La seule forme d'autogestion relevée à Lip est l'auto-organisation de leur lutte en Assemblée Générale. Et cette auto-organisation est loin d'être parfaite... Si l'autogestion généralisée passe par cette autogestion des luttes, toute autre théorisation autogestionnaire sur la vente et la fabrication des montres ne peut que colporter des illusions dangereuses et des idées fausses sur l'autogestion. En fait, ces organisations, en reliant Lip à leur conception de l'autogestion, ne font que rejoindre la première catégorie de ceux qui récupèrent Lip pour leur petite cuisine.

L'ULTRA-GAUCHE

Les ultra-gauches ou conseillistes ont souvent une attitude différente des précédents : ils dénigrent la lutte de Lip et la taxent de réactionnaire. Cette position n'est pas commune à tous les ultra-gauche : des camarades d'ICO (Information et Correspondance Ouvrière) ont soutenu activement Lip sans chercher à se faire remarquer ni parler d'autogestion. Mais, par contre, d'autres, comme le Mouvement Communiste ou le Fléau Social, ont cru original de parler de lutte syndicale, de défense de l'outil de travail, de patriotisme d'entreprise, de corporatisme, de défense de l'archéo-capital, etc.

Bidegain, B.S.N. et Rhône-Poulenc comme archéo- capitalisme on a vu mieux ! Quant au respect de l'outil de travail, Arbel, avec son toit, ses portes et ses machines démolis, ne doit pas être de cet avis. Evidemment, les Lip recherchent du travail, sans licenciements ni démantèlement. Ce n'est pas par amour de leur boîte, mais parce que les licenciements signifient pour eux une perte importante d'avantages sociaux et de salaires. Que peuvent-ils faire d'autre que chercher un nouveau patron ? Nous ne sommes pas en pleine crise révolutionnaire avec une vaste offensive ve du prolétariat contre le Capital. Nous ne doutons pas que si un nouveau Mai 68 réapparaissait, les Lip ne chercheraient plus de patrons et, comme le restant de leurs camarades, détruiraient l'exploitation capitaliste, et, forts de leur expérience sans doute avec plus de vigueur. L'exemple de leur combativité prépare des affrontements toujours plus durs.

Comme les gauchistes, certains conseillistes ne sont pas à une falsification près pour faire entrer de force la réalité dans le carcan de leurs analyses situationnisantes. Deux exemples parmi tant d'autres : La GAUCHE MARXISTE avait vu depuis Paris

suite p. 4

suite de la p. 2

CRISE DU PETROLE ?

CRISE DE L'ENSEMBLE DE L'ECONOMIE CAPITALISTE !

tensification des luttes ouvrières. Un autre élément important intervient : les récessions et essentiellement l'amortissement de fraction importante du capital constant non engagé dans la production (exemple : aux USA, le taux d'utilisation des capacités productives de 88 % en 1969 est passé à 71 % en fin 1971.

Il n'en reste pas moins que le développement énorme des dépenses improductives est la cause fondamentale de l'inflation, dépenses improductives indispensables à la survie d'un système capitaliste décadent.

La crise générale et les tâches révolutionnaires

Devant cette inflation, la bourgeoisie est acculée à prendre des mesures qui sont inefficaces en dernier ressort ou limitées puisqu'elles ne peuvent s'attaquer qu'à des aspects partiels du phénomène et qu'elles peuvent entraîner à la récession. C'est le cas des « économies budgétaires » qui en fait se limitent à la restriction des dépenses « sociales ». C'est le cas des restrictions de crédit freinant la demande ou augmentant les frais d'amortissement du capital investi.

Reste à la bourgeoisie une possibilité : une politique dure contre le niveau de vie des salariés, mais ici, c'est le niveau de combativité ouvrière qui sera déterminant.

C'est à travers le développement des luttes que les révolutionnaires doivent contribuer à faire apparître que **la crise actuelle est sans issue et que la bourgeoisie est devenue fondamentalement impuissante.** Mais il ne s'agit pas pour autant de croire au mûrissement facile et quasi fatal d'une situation révolutionnaire. Autrement dit, l'agonie peut être longue.

Toutes les caractéristiques de la phase **de décadence du capitalisme** (freinage des forces productives et de leur développement, accroissement démesuré des secteurs improductifs, contrôle accru de l'appareil étatique et tendance générale au capitalisme d'Etat, exacerbation des antagonismes entre les fractions de la classe dominante, développement des luttes de classes, décomposition accélérée des valeurs idéologiques du système) n'ont pas atteint leur point culminant. Le marché mondial est loin d'être totalement saturé et les flambées inflationnistes et les reprises partielles laissant la bride sur le cou à l'inflation pour un certain temps, sont susceptibles d'amortir assez durablement la marche vers la paralysie totale du système.

Les perspectives sont à l'heure actuelle : la baisse des salaires réels et l'augmentation du chômage, des mesures protectionnistes et parfois même des tentatives de retour à l'autarcie, le ralentissement des échanges internationaux, les rivalités commerciales exacerbées entre les différents pays et l'effritement des unions du type C.E.E., peut être des guerres limitées. Mais poser le dilemme « ou la 3e guerre mondiale ou la révolution », serait substituer une proclamation à une politique.

Ce ne sont pas les contradictions du système qui font l'histoire, mais les hommes qui vivent et subissent ces contradictions dans des conditions données. **Et le problème de l'existence de la lutte de classes ne doit pas être éludé.**

A l'étape actuelle, contribuer, à travers le développement des luttes de classes au surgissement de mouvements prolétariens autonomes mettant en question le système à l'échelle mondiale, dissiper les illusions réformistes et « gauchistes » en démontant les mécanismes de la crise actuelle, voilà la tâche des révolutionnaires.

suite de la p. 3

LIP ET L'EXTREME-GAUCHE

que le 14 août, les Lip n'avaient pas fait appel à leurs camarades de Kelton dont l'usine est « pourtant proche de quelques mètres »; alors que dès le début de la matinée des milliers de travailleurs bisontins sont accourus à Palente, dont ceux de Kelton, bien que les 2 usines soient distantes de ... 6 kilomètres.REVOLUTION INTERNATIONALE veut à tout prix qu'aucune voix ne se soit élevée au Comité d'Action contre l'hégémonie des syndicats sur la lutte. En En voilà encore qui ont dû souvent assister à des A.G...

C'est tout de même amusant comment ces intellectuels, qui affirment la réapparition de la perspective communiste, ne sont pas capables de saisir le mouvement réel et les côtés subversifs des luttes du prolétariat. Souvent ces positions sont des réactions épidermiques à la démagogie gauchiste. D'autre part, condamner une lutte d'emblée et la rejeter en empêchant ainsi tout dépassement de cette lutte est tout simplement contre-révolutionnaire. Pour aider le prolétariat dans sa prise de conscience, la tâche des révolutionnaires est de mettre en avant les aspects les plus radicaux d'un conflit, et non pas comme certains conseillistes n'en retenir que les faiblesses. Ces ultra-gauches ont le tort de vouloir voir dans les luttes apparaître d'emblée et dans son intégralité le Programme Communiste.

LES COMMUNISTES LIBERTAIRES

Quant à nous (et heureusement nous ne sommes pas les seuls), nous refusons d'utiliser le conflit Lip pour nous mettre en avant et de nous joindre à l'apologie de l'autogestion du Capital par les travailleurs. Nous sommes C'est le développement et la radicalisation des luttes qui fera apparaître la perspective communiste contemporaine. C'est à travers des conflits comme LIP que se construira l'autonomie prolétarienne et non par une adhésion miraculeuse du prolétariat à la « théorie révolutionnaire » que certains voudraient déjà voir achevée.
solidaires de Lip. Cela signifie que :

— Par la diffusion de Lip-Unité, nous pouvons soutenir matériellement la lutte. Ce soutien leur est non seulement nécessaire, mais permet de servir d'exemple à tous les travailleurs.

— Nous devons mettre en valeur les côtés les plus subversifs de cette lutte : l'illégalité, les A.G., les commissions, l'étude sur texte en groupes des diverses propositions, les violences du 14 au 18 août, les actions exemplaires de reprises de montres, de paies « sauvages » ouvrières, de sabotage...

— Mais nous ne devons pas taire les faiblesses de la lutte : salaires inégaux, mainmise des syndicats, non remise en cause de la production d'armements...

— Nous devons surtout soutenir l'avant-garde du mouvement, c'est-à-dire le COMITE D'ACTION qui regroupe les travailleurs syndiqués ou non les plus combattifs. Nous devons faire écho de son existence, de ses positions et du rôle important qu'il a joué tout au long de ces 9 mois de conflit.

— Nous devons enfin combattre tous ceux qui veulent liquider la lutte (bourgeoisie, Programme Commun, C.G.T.) et tous ceux qui la récupèrent pour leur propre compte (C.F.D.T., P.S.U., gauchistes), la récupération n'étant qu'une liquidation.

ESPAGNE : QUELQUES PAS VERS L'AFFRONTEMENT

C'est dans une période de crise pour le franquisme que les organisations politiques de tout poil développent en France le soutien à leurs correspondants idéologiques en Espagne (P.C.M.L.F. → F.R.A.P., E.X.L.C. → L.C.R.-E.T.A. VI, O.R.A. → ex M.I.L., Autonomistes → organisations régormistes → commissions ouvrières, curés, etc.

Le régime fasciste, personnalisé à outrance, compense sa sénilité par la répression pour résoudre les problèmes sociaux ; le franquisme s'isole des couches sociales qui devraient constituer les forces d'appui de sa domination :

— La baisse du pouvoir d'achat, les problèmes économiques ; désolidarisent du régime une faction accrue des classes moyennes ;

— La bourgeoisie mercantiliste brimée, aspire à une expansion du côté de la communauté économique européenne.

Les esprits éclairés voyaient le salut dans l'élargissement des bases sociales du régime, dans le dépassement d'un équilibre précaire entre castes, dans la participation de fractions étendues de la bourgeoisie aux orientations économiques ; l'ouverture sur l'Europe que cela signifiait était conditionnée par une refonte des institutions politiques devant traduire une relative conformité européenne, même si le schéma inverse (conformité de l'Europe aux institutions espagnoles) ne déplairait pas à notre ministre de la fonction publique Malaud :

« *Les pays nordiques estiment que les institutions démocratiques espagnoles ne sont pas suffisamment développées pour que l'Espagne puisse entrer dans la Communauté économique européenne. La France, qui respecte le système politique espagnol, n'est pas d'accord avec un tel raisonnement. Il est possible qu'on ne connaisse pas bien l'Espagne en dehors de ses frontières.* » (*Le Monde* du 8-1-74).

La fin de l'année 73 (arrestations, tortures, inculpations, procès de militants — grévistes, révolutionnaires, organisés ou non, réformistes mais ouvriers, etc., lock-out, licenciements, etc.) a montré que la « dynamique salutaire » se heurterait de front à un mouvement ouvrier radicalisé, déterminé à l'affrontement et peu disposé à laisser éliminer ses éléments combattifs, élimination qu'imposait la réalisation de l'objectif : faire tourner le régime bourgeois sans franquisme, assurer la transition pacifique, réinstaurer la monarchie sur des bases sociales élargies. L'ASSASSINAT DE L'AMIRAL brisait un rouage essentiel de cette transition sans problème et marquait *l'échec du plan de succession, éloignant* de la perspective tout changement d'orientation à court-terme.

Les bases sociales du régime continuent de rétrécir (fonctionnaires, clergé, paysannerie, etc.), les luttes de classes en son sein continuent de s'accentuer et le problème de la succession semble devoir mettre en jeu bien plus que le franquisme.

Démocratie chrétienne et sociale démocratie font étalage de leur force de restructuration pour constituer un pôle politique prétendant assumer sans violence le relai du pouvoir. L'attitude du PARTI COMMUNISTE D'ESPAGNE ne nécessite pas de commentaires à ce point de vue : « authentique réconciliation nationale »...

« Gouvernement d'ample coalition »...

« Un dialogue, une convergence de toutes les forces intéressées au passage de la dictature à la démocratie, *en dépassant l'esprit de la guerre civile passée et en créant un nouveau climat d'entente civique* qui rapproche l'Espagne de l'Europe et du monde d'aujourd'hui » (*L'Humanité*, 22-12-73).

Aujourd'hui en Espagne, les luttes ouvrières, par la radicalisation accrue des grèves, leur autonomisation constante, le développement d'actions révolutionnaires, montrent leur détermination dans l'affolement des classes ; elles débordent les limites dans lesquelles les forces réformistes voudraient les canaliser et dépassent largement l'intervention du mouvement révolutionnaire organisé (ponctuelle, dispersée et souvent marginalisée.)

Aujourd'hui, un général peut répéter devant les Cortes que « la guerre civile a commencé le 18 juillet 1936 et elle n'est pas encore terminée » ; et l'armée peut aussi être « prête à combattre par les armes les tentatives d'atteinte à l'intégrité de la patrie et à son indépendance » !

ITT (INTERNATIONAL TELEGRAPH AND TELEPHONE) UNE FIRME MULTINATIONALE COMME LES AUTRES

Historique et situation actuelle

Ce gigantesque trust américain, créé en 1970, a pris peu à peu la forme d'un vaste conglomérat, regroupant des entreprises qui n'ont rien à voir entre elles, rachetées seulement pour le profit qu'elles apportent aux patrons d'ITT.

Ce trust a annoncé pour 1971 un chiffre d'affaires de 36 milliards de francs (le budget de la France est de l'ordre de 200 milliards de francs) ce qui place ITT au 11e rang mondial des entreprises multinationales (1re entreprise multinationale dans le monde : General Motors - chiffre d'affaires 142 milliards de F) avec devant elle : 8 firmes à capitaux U.S. et 2 à capitaux G.-B. - Hollande.

Il est d'ailleurs permis de supposer que ce chiffre d'affaires déclaré est très en dessous de la réalité.
M. H.S. Geneen président de ITT pour les U.S.A. est le 1er salarié américain : il a un salaire de 420 millions d'anciens francs par an (Henry Ford se contentant de 275 millions d'anciens francs par an).

Le Duo « Finance et Politique »

Le président directeur général d'ITT, M. John Mac Cone, est un ancien directeur de la C.I.A. américaine.

Par ailleurs ITT a offert 4000.000 dollars pour financer la campagne électorale de Nixon et à l'appui de Spiro Agnew, vice-président des U.S.A., John Connoly, etc.

L'ombre d'ITT plane sur le Chili fasciste !

ITT possédait de gros intérêts dans les mines de cuivre chiliennes, cuivre dont le Chili est le 2e exportateur mondial. Or les mines ont été nationalisées par le gouvernement d'Unité Populaire.

Déjà en 1970, ITT avait offert 5 milliards de nouveaux francs pour financer un plan pour tout mettre en œuvre, avec l'aide de la C.I.A. pour empêcher l'arrivée au pouvoir d'Allende. Pour ce faire, les représentants ITT avaient rencontré de hautes personnalités américaines parmi lesquelles Henri Kissinger, «l'homme de la paix dans le monde », « l'homme de l'Année 1973 ».

Le 21 mars 1972, le journaliste américain Jack Anderson publie un rapport révélant que l'ITT, avec la C.I.A., voulait « plonger le Chili dans une véritable chaos économique afin d'inciter les militaires amis à faire un putsch ». Cyniquement le P.D.G. d'ITT John Mac Cone confirme l'étude d'un tel plan en accord avec de hauts responsables américains. Une commission d'enquête du sénat U.S. est nommée dès cette époque concernant cette révélation.

D'autre part ITT, au Chili, finance, avec la C.I.A., le mouvement fasciste « Patrie et Liberté » qui a pour leader l'avocat Pablo Rodriguez, qui est aussi le fondé de pouvoir de nombreuses entreprises industrielles.

Le gouvernement U.S., pour sa part, a distribué 1 million de dollards pour l'entraînement des officiers chiliens. Certains d'entre eux ont suivi les cours de l'école antiguérilla U.S. de Panama (centre d'entraînement des Bérets Verts à Miraflorès dans la zone U.S. du canal de Panama) et nous savons aujourd'hui que le leader du mouvement de grèves des camionneurs qui a eu lieu avant le putsch n'était qu'un agent de la C.I.A.

MAINTENANT LE GOUVERNEMENT D'UNITE POPULAIRE A ETE RENVERSE. L'ARMEE TORTURE, L'ORDRE REGNE AU CHILI. LES FASCISTES REGNENT EN MAITRES ET ONT RESTITUE LES ENTREPRISES NATIONALISEES A LEURS PROPRIETAIRES ! LA VERITE SUR ITT ECLATE DONC AU GRAND JOUR !

ITT (suite)

L'Internationale Capitaliste se porte bien !

Le trust ITT est présent dans 65 pays, par l'intermédiaire de 10.000 filiales employant 428.000 personnes.

Le journaliste américain Anthony Sampson révèle dans son livre « ITT, Etat Souverain » qu'ITT avait conclu des accords avec l'Allemagne hitlérienne, qu'ITT traite avec tous les Etats capitalistes au niveau de leurs plus hauts dirigeants politiques.

Par exemple, en Allemagne Fédérale, ITT contrôle ou possède les marques : Schaub, Lorenz. Braun, Normende, Blaupunkt, se plaçant en tête de l'industrie radio-électroménager-télévision.

L'alliance « capitalisme privé - capitalisme d'Etat »

ITT est en train actuellement de pénétrer en U.R.S.S. : construction d'une chaîne d'hôtels, de téléphone, d'une station de réception de signaux de satellites, bureaux de location de voitures, etc.

A l'heure où l'U.R.S.S. a failli laisser son équipe de football sur le « stade sanglant » de Santiago et avait accueilli l'équipe chilienne en U.R.S.S., arrivée en avion spécial sur autorisation de la Junte pour décoller du Chili au moment du putsch, cela ne nous surprend guère.

Avec les voyages de Nixon, Kissinguer en Chine, il est permis d'espérer qu'ITT partira bientôt à la conquête du marché chinois, d'autant que l'attitude de la Chine face au putsch fasciste du Chili permet tous les espoirs en ce sens : renvoi de l'Ambassadeur de l'Unité Populaire chilienne de Pékin, interdiction aux personnes pourchassées par les fascistes de se réfugier dans l'Ambassade de Chine à Santiago.

En France, même les tables d'écoutes de Marcellin sont fabriquées par ITT

Ici le groupe est connu par :

— LMT (« le matériel téléphonique »),
— CGCT (« Compagnie générale des constructions téléphoniques ») qui sont regroupés dans la SOCOTEL avec d'autres sociétés privées et publiques et sont responsables de la « bonne » marche du téléphone en France et ont le monopole du matériel téléphonique français,
— SONOLOR (télévision, électro-ménager, électronique),
— OCEANIC (télévision, électro-ménager, électronique),
— CLAUDE (ampoules électriques),
— METRIX (appareils de mesure),
— AVIS (location de voitures),
— ECOLE PIGIER (enseignement largement subventionné par le gouvernement français),
— Filiale de la firme GROCO (Pays-Bas) (alimentation),
— Etc.

Au total 25 filiales françaises employant 25.000 personnes.

ET ENSUITE, ON NOUS DIT QUE SANTIAGO N'EST PAS PARIS ! ITT N'EST QUE LA 11e ENTREPRISE MULTINATIONALE A L'ECHELON MONDIAL. ALORS QUE PENSER DU POUVOIR DES 10 PREMIERES !

FACE A L'EMPRISE MONDIALE DES FIRMES MULTINATIONALES, L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN ET LA COORDINATION DES LUTTES REVOLUTIONNAIRES PAR DELA LES FRONTIERES SONT PLUS QUE JAMAIS A L'ORDRE DU JOUR POUR COMBATTRE L'INTERNATIONALE DES CAPITALISTES PRIVES ET D'ETAT !

GRANDE-BRETAGNE : DU PROLETAIRE ANGLAIS AU CITOYEN DE SA MAJESTE

Quoiqu'elle se manifeste de manière aiguë, la crise que connaît actuellement la Grande-Bretagne semble moins éprouvante pour l'économie nationale que la récession de 1971. La pénurie de pétrole n'en est pas, en tout cas, la cause majeure en dépit de ce que laisse entendre une certaine propagande. L'Angleterre n'a pas été touchée par la réduction de 5 % sur les livraisons. D'autre part, pour compenser la hausse du prix du brut, on escompte un retour de certains capitaux accumulés par les pays producteurs. Cependant, le gouvernement en alarme en appelle au civisme de la population et décrète la semaine de trois jours dès le mois de janvier. C'est que la grève des heures supplémentaires que les mineurs ont entreprise depuis le 12 novembre dernier a été payante et que son déroulement ne présageait rien de bon pour le capitalisme anglais. Or, pour pouvoir freiner l'inflation et rééquilibrer sa balance commerciale, il doit compter sur un prolétariat passif et bien intégré. Actuellement, en mauvaise position par rapport aux autres impérialismes, et particulièrement aux Etats-Unis, l'Angleterre ne peut regagner du terrain que sur le dos d'un concurrent et qu'en exploitant plus considérablement encore la classe ouvrière dont le salaire réel ne cesse de diminuer.

Lorsque Heath accéda au pouvoir en 1970 après six ans de gouvernement travailliste, il tenta aussitôt de régénérer le capitalisme anglais en s'occupant plus particulièrement du profit industriel. Le changement de gouvernement coïncide avec un développement intense de la concurrense internationale (Japon - Allemagne). Il s'agit de se soumettre à ses impératifs ou de voir le déclin inévitable du capitalsime national. L'Angleterre de Wilson végète alors sous l'aile « bienveillante » de l'impérialisme américain alors que celui-ci commence lui aussi à connaître des difficultés dues au rétrécissement du marché mondial ; à l'occasion on soutient le dollar aux dépens du capital national lui-même. Le capitalisme financier fleurit, ce qui tend à équilibrer la balance des paiements. Mais, en exportant en permanence des capitaux, il advient qu'un jour, l'économie nationale, pour avoir négligé ses propres investissements, connaît un recul catastrophique à la moindre crise monétaire. Le nouveau gouvernement de Heath, en rétablissant la concurrence industrielle remise en cause par l'interventionnisme des travaillistes, en rompant avec l'atlantisme (refusant même lors de la crise financière de 1971 une réévaluation de la livre qui aurait été mise à profit par les U.S.A.), en s'engageant dans la communauté européenne, semblait vouloir redonner une plus grande compétitivité aux marchandises et accroître la productivité en vue d'exportations. Si l'inflation qu'elle connaît actuellement a amené Heath à revenir sur certaines des mesures adoptées alors, il reste que depuis l'Industriel Relation Act, jusqu'à la situation actuelle en passant par le plan anti-inflationniste, la constante est que le gouvernement conservateur manie admirablement ses armes de toute nature pour étouffer le prolétariat anglais.

Les mesures anti-inflationnistes de la phase III (trois parties du plan) semblaient avoir envisager la combativité de certains secteurs, en particulier du secteur houille qui, il y a deux ans connaissait une grève plus redoutable encore puisqu'elle fut totale pendant sept semaines. C'est dans cette optique que les législateurs ont institué les « cas spéciaux », cas où les majorations salariales peuvent dépasser les 7 à 16 % prévus par la phase III.

Cependant, s'il ne s'agissait que d'ériger à nouveau un cas spécial et d'accorder les 30 % d'augmentation réclamés par les mineurs, on peut penser que Heath se serait prêté de mauvais gré à cette exigence, compte tenu des difficultés qu'ont occasionné les grèves partielles puis générales à l'économie anglaise. Pour le gouvernement il s'agit bien d'acheter la paix sociale mais sans toutefois accélérer le cours de l'inflation et gêner la position de l'Angleterre dans la concurrence internationale. En effet, la réduction de son profit moyen par rapport aux pays concurrents aurait pour conséquence de briser la compétitivité de ses exportations, de même que l'augmentation de la demande intérieure appellerait un accroissement des importations. Le déficit de la balance commerciale qui en résulterait tendrait à grever lourdement la balance des paiements. La paix sociale, cela signifie des syndicats dociles encadrant une classe ouvrière de plus en plus pressurée. Mais Heath et consorts ne sont pas dupes, pas plus que ne le sont les Wilson, les Gormley ou les Jones. Ces dernières années ont battu en brèche le consensus traditionnel et le prolétariat anglais a infligé des défaites cuisantes à l'ordre capitaliste, même s'il ne s'attaquait pas directement à lui Heath, de ce fait, ne surestime pas la capacité intégratrice des syndicats.

Il est un fait que les trade-unions et au niveau national le T.U.C. (Confédération) commencent à perdre le contrôle de leurs éléments. C'est ce qu'ont montré les grèves de 1972 et 1973. La mise en place de l'Industriel Relation Act et l'intransigeance du nouveau gouvernement ont réussi à mettre en échec les travailleurs de l'électricité et des postes en 1971. Mais l'année suivante, la grève des mineurs parvint à imposer des augmentations de salaire qui n'entraient nullement dans « l'austère politique » des revenus. La même année, les dockers ouvraient une brêche à l'ordre syndical ; ils foulèrent aux pieds l'Industrial Relation Act en obtenant la libération des cinq dockers londoniens enfermés pour avoir violés cette loi antigrève. La détermination des dockers et la solidarité acquise autour de leurs luttes contribuèrent au rejet spontané des instructions de l'Union et du T.U.C. qui furent contraints de courir soutenir une grève devenue sauvage.

De toute évidence, un nouveau recul du gouvernement devant la combativité des mineurs aurait pour effet d'encourager d'autres branches de l'industrie à mettre en avant leurs propres revendications. Un tel mouvement ne pourrait se produire du seul fait des syndicats mais serait le résultat de la décomposition progressive de l'autorité syndicale. M. Murray, secrétaire général de la Confédération, se confond en promesses et jure de sa fidélité. Mais le T.U.C. a beau promettre que si les travailleurs des houillères bénéficiaient d'un traitement spécial les autres syndicats n'en profiteraient pas, il est incapable de donner aucune garantie. Pour un coup d'arrêt à l'encanaillement de la classe ouvrière anglaise, voilà où réside l'intérêt des uns et des autres, travaillistes et conservateurs, et le T.U.C. avec eux. C'est en commun qu'ils peuvent le faire tout en respectant les règles de l'opposition dans le cadre de la démocratie libérale. Que le gouvernement paraisse « plus royaliste que la reine », c'est un fait, puisque l'obstination de Heath n'est pas partagée par le C.B.I. (la variante anglaise du C.N.P.F.) et que les industriels ont proposé 2,30 à 2,75 livres d'augmentation par semaine aux mineurs sous la botte du gouvernement. Dans l'immédiat, une telle initiative ne peut constituer une issue ; mais, dans la période post-électorale un tel recours n'est pas impossible. Cependant le gouvernement voit plus loin. Pour affronter les mois et années à venir, il a besoin de syndicats responsables, capables de contenir le mouvement spontané de la classe ouvrière. Nul n'est besoin dans l'immédiat d'utiliser un appareil répressif de choc. Travaillistes et conservateurs s'en vont enterrer le mouvement en le canalisant par des élections générales. La victoire certaine des conservateurs aura pour unique résultat de couper court un mouvement qui s'amplifie en réorganisant le consensus autour du nouveau gouvernement, en restaurant l'autorité syndicale. Significative est l'actuelle propagande mystificatrice tendant à démontrer l'inconscience ou l'irresponsabilité des mineurs, à dénoncer l'« extrémisme » de certains dirigeants de l'Union. Provenant des conservateurs, des travaillistes ou de la Confédération, elle a pour but essentiel de masquer l'incapacité des uns et des autres à contenir un mouvement qui contraint les dirigeants à plus de fermeté aussi opportune soit-elle, et rejette les tièdes. Tel fut le sort de Franck Smith dirigeant de l'union du Peicestershire. désavoué en assemblée générale pour avoir déclaré désapprouver la continuation de la grève. Que par contre se dressent des leaders qualifiés de « durs », cela même est inéluctable. Les communistes tels que Gahey, dénoncés par le parti travailliste, sont loins de représenter le mouvement nouveau du prolétariat qui est en train de se dessiner. Ceux-ci opposent concurremment aux modérés une autre direction mais sans autres perspectives radicales ni autonomes pour le prolétariat.

Le mouvement de mineurs et de la classe ouvrière anglaise est nécessairement limité par le cadre dans lequel il s'insère, autant dans le cadre syndical que dans celui de la politique bourgeoise parlementaire. Mais, il annonce la décomposition inéluctable de ces cadres que le prolétariat devra critiquer pratiquement dans le déroulement futur de la lutte des classes et de plus en plus radicalement. L'économisme syndical dont il reste marqué le rend sujet à toutes les récupérations. Et quand on parle de politisation du mouvement ouvrier anglais, on confond ses éléments subversifs avec l'utilisation politique qu'en fait le parti travailliste. Sur le chemin de son émancipation se dressent de nouveaux guides, mais le but du prolétariat reste invariable : briser le carcan qui le maintient dans son rôle et sa fonction d'esclave salarié. Les trade-unions quant à eux restent, malgré de récents durcissements, les principaux organes d'intégration de la classe ouvrière anglaise. Masquant l'unité fondamentale du prolétariat dans son essence, ils perpétuent son organisation sur le mode d'existence du capital. Les luttes du prolétariat deviennent sectorielles et ne peuvent qu'engendrer la concurrence en son sein. Ainsi, avant que le syndicat des cheminots n'annonce qu'il respecterait la « trêve électorale », des discussions invraisemblables ont opposé les cheminots aux autres employés de l'office des chemins de fer, par l'intermédiaire des différents syndicats. Comme de bien entendu, ces conflits tournent à l'avantage du patronat en empêchant l'unification politique de la classe. Dans les secteurs condamnés par le développement du capitalisme, secteurs où la concurrence devient plus aigüe entre prolétaires, les syndicats mettent en évidence le non-sens de leur activité. Provoquée par le chômage structurel dû à la containerisation, la dernière grève des dockers avait vu naître un conflit entre dockers conducteurs de camions et employés des entreprises de containerisation — conflit poussé par le patronat et que par sa nature le syndicat des dockers était incapable d'éviter.

Y compris lorsque l'unification se fait autour d'une lutte telle que celle qui prit pour cible l'Industrial Relation Bill. elle reste assujettie à la bannière travailliste. La mobilisation contre la phase III laissera de ce fait poindre une nouvelle mystification en proposant de nouvelles solutions pour sortir de la crise : solutions encore une fois illusoires pour le prolétariat.

ABONNEMENTS :

1 an (12 numéros) 10 F - Soutien 20 F et plus.
De diffusion (10 ex. pendant 3 num.) 15 F.
C.C.P. FALL Abdoulaye
3780.15 L - Nantes

Pour soutenir le journal et le rendre régulier souscription permanente à son C.C.P.

Toutes correspondances concernant l'O.C.L. et « Guerre de Classes » : B.P. 20 37005 Tours-Cédex.

POUR CONTACTER LES GROUPES :

TOURS et régions Nord : B.P. 20 - 37005 Tours-Cédex.
MARSEILLE et régions Sud : Acrates, 13, rue de l'Académie, (13) Marseille-1er.

Dépôt légal : 1er trimestre 1974

Directeur de publication : M. Desmars.

Imp. Ch. Corlet, 22-24, rue de Vire - 14110 Condé-sur-Noireau

ANTIFASCISME, DEMOCRATIE OU GUERRE DE CLASSES ?

Parmi les illusions entretenues tant par la « gauche » que par les gauchistes, il en est une que la crise et la situation mondiale porte au premier plan : l'antifascisme et son sous-produit le démocratisme. Pour nous le danger essentiel de ces idéologies réside dans la capacité éventuelle des réformistes de mystifier une fois de plus le prolétariat par ces sornettes réactionnaires.

Pour un révolutionnaire, la question centrale est de savoir ce qui permet d'affirmer ou non qu'une lutte est réellement anticapitaliste. Tout affrontement révolutionnaire devant mettre nécessairement aux prises bourgeoisie et prolétariat et relever le caractère violemment antagonique de ces deux classes.

Or c'est sur cette question même que butent les contradictions de nos « avant-gardes éclairées » qui éprouvent le besoin impérieux de se prosterner héroïquement devant les luttes du peuple. Le Chili attend cependant toujours les brigades internationales de la quatre... On en rirait s'il ne s'agissait pas d'un véritable dévoiement contre-révolutionnaire des luttes sociales.

En fait c'est sur une analyse erronée du capital défini comme une forme de propriété et non comme un rapport de production que reposent ces « apparentes erreurs tactiques ». Apparentes parce que, comme nous le verrons, ce sont en fait les éléments stratégiques conséquents d'une conception globale cohérents dans son réformisme.

Les réformistes, du « P.C.F. » à l'ex-ligue communiste, ne considèrent le fascisme que comme un coup de force de la fraction dure de la bourgeoisie, un accroissement de sa mainmise sur l'Etat. De là la solution proposée d'une gestion démocratique des richesses nationales.

En fait le fascisme est un phénomène politique lié à toute période historique marquée par une situation de crise économique, de moindre résistance de l'Etat bourgeois et donc de danger révolutionnaire. La crise qui illustre la difficulté de la valorisation marque pour le capital les limites de sa production dans le cadre du marché mondial. D'où nécessité d'une concentration accrue et donc de la prolétarisation des classes moyennes. D'où aussi les attaques contre les conditions de vie des ouvriers, l'impérialisme, etc.

Mais ce coup de force la bourgeoisie ne peut le tenter que si la situation intérieure du pays s'y prête. Et à ce niveau l'avènement du fascisme dépend alors du rapport de force prolétariat-bourgeoisie. Si en Allemagne Hitler put s'imposer, il le dut en grande partie à la social-démocratie qui avait déjà brisé le mouvement ouvrier. En France par contre la classe ouvrière, non encore matée, présentait un obstacle et donc le fascisme comportait le risque de dynamiter la situation sociale. Aussi la bourgeoisie préféra se replier sur son aile gauche : le front populaire. Nous dirons deux mots sur cette période exemplaire dans la mesure où justement les mythes qu'en a hérité la classe ouvrière sont encore vivaces.

Dans cette période de crise marquée par une tendance au fascisme, la France voit son équilibre légendaire remis en cause. Le capital français, contrairement à l'allemand, peut cependant opérer une concentration dans les limites du territoire natonal en :

— Prolétarisant les classes moyennes non salariées au capital,
— Valorisant un capital neuf dans les colonies.

Ce qu'il faut dire ici c'est que cette évolution est normale et correspond au développement du mode de production capitaliste. Le problème réside dans le fait que la bourgeoisie ne peut sans risque opérer brutalement (fascisme). Elle doit de plus faire face aux revendications ouvrières et désamorcer les troubles sociaux. Pour ce faire la tactique consistera à brandir la menace fasciste afin d'amener les organisations ouvrières à se faire les gardiennes de la situation donnée.

Pour le prolétariat cependant une seule question est digne d'intérêt : l'abolition du système d'exploitation et son seul ennemi devrait donc être le capital.

Mais « P.C.F. » et « S.F.I.O. » (F.P.) incapables de voir l'aspect essentiel de la crise, n'en retiennent que l'aspect social de ses conséquences : pauvreté accrue, artisans sans commandes, entrepreneurs ruinés, etc. De même incapables de comprendre le jeu politique du capital, ils se lancent tête baissée dans l'antifascisme.

Le « P.C.F. » s'est toujours senti une vocation de rassembleur de la nation contre la petite minorité de parasites (les 200 familles) qui s'approprient honteusement les richesses nationales. On réclame alors le retour à l'équilibre passé, on propose des plans de redressement économique, une gestion démocratique. On se targue d'être le seul défenseur des classes moyennes. Et bien sûr on en vient au nationalisme, à la relance des antagonismes nationaux (substitut efficace à la lutte des classes).

Face à la bourgeoisie qui avait choisi de fixer les couches moyennes dans la défense de leurs positions et de confier au prolétarat la sauvegarde des structures actuelles du capital, on peut dire que le F.P. n'a pas démérité.

Embourbés dans leur problématique réformiste et politiquarde (lutte antifaciste) les gauches ne voient jamais que des problèmes de gestion là où se pose la question des structures.

Face à la crise qui permet l'action révolutionnaire du prolétariat, on hurle à l'économie nationale dirigée (comme si ce n'était pas là une tendance inéluctable du capital en période de développement difficile).

En conclusion nous dirons que le F.P. a pris une série de mesures antifascistes dictées par le capital lui-même. Mais son plus grand mérite est sans doute de s'être montré à la hauteur de la tâche historique que lui a confié la bourgeoisie en faisant du prolétariat une force endormie, un partenaire du capital

En muselant la classe, la gauche permet au capital de faire l'économie du fascisme.

La bourgeoisie doit se féliciter d'avoir confié au prolétariat la défense de ses institutions et de sa légalité car du même coup elle lui indiquait que la lutte antifasciste ne passait que par ses propres institutions, que par la légalité et l'unité nationale...

Cet épisode du Front Populaire conserve une grande valeur d'exemple. Qu'il nous suffise de penser à l'expérience chilienne et nous retrouvons les mêmes idéologies, les mêmes défaites pour le prolétariat. L'U.P. n'a été qu'une solution de rechange pour le capital. Ici comme ailleurs toute explication doit s'enraciner dans la crise économique qui frappe plus durement les maillons faibles comme le Chili. Dans cette situation les nationalisations et la tendance au capitalisme d'Etat tendent naturellement à s'imposer. Sur la question du redressement économique U.P. et armée ne divergent pas vraiment quant au fond. La différence essentielle est politique : comment contrôler le mécontentement populaire. Et là la solution ne dépend pas d'un choix délibéré du capital qui doit compter avec l'état de résistance des classes lésées. A ce titre la mystification de l'U.P. était nécessaire en cela qu'elle désarmait le prolétariat. Au Chili comme en France les réformistes sont les chantres de l'alliance avec les classes moyennes, de la défense du capital national. C'est l'U.P. qui a réprimé les mineurs, les ouvriers agricoles, les sans-logis des bidonvilles. C'est bien elle qui a désarmé les cordons et appelé au pouvoir les militaires. C'est elle qui n'a cessé d'endormir la classe ouvrière avec ses sornettes sur le lovalisme de l'armée. Allende et Corvollan (P.C.) sont tout autant responsables que Pinochet. La bourgeoisie n'a toléré l'U.P. que le temps que cette dernière lui était nécessaire et lorsqu'elle présenta un danger, il fut aisé de l'abattre. Il apparaît que la gauche au Chili comme en France et partout n'est rien que la gauche du capital. Une fois de plus la classe ouvrière aura été mystifiée, désarmée et précipitée dans la défaite.

Et chaque fois on retrouve la même phraséologie facile et démagogique. Par une terminologie confuse qui procède non de l'analyse matérialiste mais d'une abrutissante couche d'idéologie, on masque la réalité. On mélange pêle-mêle des notions abstraites de démocratie, de liberté, de nation et une vague référence à la classe ouvrière (merci pour elle). Le résultat de cette salade contre-révolutionnaire étant la participation aliénée du prolétariat à la défense du capital. Défense qui peut aller jusqu'à la guerre capitaliste avec sa destruction massive de moyens de production et donc du prolétariat le plus menaçant (14-18, 39-45).

L'antifascisme ramène la lutte anticapitaliste à un combat contre l'une des formes politiques du capital. En posant l'alternative fascisme ou démocratie on ne fait que contraindre la classe à choisir entre deux formes de domination du capital. On fait de la démocratie bourgeoise une légalité au-dessus des classes. L'antifascisme en tant que lutte interne au système ne peut donc que tourner à l'avantage de la bourgeoisie. Ce faux dilemme est le paravent derrière lequel se dessine une attaque généralisée du capital contre le prolétariat. Ce qu'il faut retenir c'est qu'en entraînant la classe dans cette impasse la gauche et les gauchistes préparent la défaite du prolétariat. Fascisme, démocratie et réformisme agissent en forces solidaires au service du capital.

C'est pourquoi il ne peut y avoir de meilleures formes de domination car la bourgeoisie ne cède le pouvoir à la gauche que si celle-ci est sa meilleure défense dans la situation donnée.

Un révolutionnaire ne saurait donc accorder aucune priorité à l'antifascisme par rapport à l'anticapitalisme.

Le danger essentiel de ces idéologies contre-révolutionnaires réside dans leur capacité éventuelle d'encadrer idéologiquement le prolétariat et donc dans la période actuelle de masquer la réapparition d'une perspective révolutionnaire. Ce danger est d'autant plus grand qu'il est colporté par des gens affublés du titre de révolutionnaires.

La crise menace à nouveau de s'attaquer aux prolétaires et la bipolarisation des classes s'accentue. La nécessité pour le capital de museler la classe afin d'imposer ses volontés réapparaît en même temps, ressurgit dans le prolétariat la radicalité révolutionnaire. L'autoritarisme croissant de la bourgeoisie n'exclut pas qu'elle soit amenée à choisir la « solution de la gauche au pouvoir ». On a de fortes chances de se retrouver devant le faux dilemme fascisme-démocratie et déjà la gauche et les gauchistes sautent à pieds joints dans le piège démontrant par là leur nature profondément antiprolétarienne.

A propos du Chili chacun y va de son indignation et de sa diatribe antifasciste. On crée des comités de soutien au peuple chilien et déjà la tromperie démocratique bat son plein. Pour faire l'unité de tous les « démocrates » les trotskistes refusent la critique de l'U.P. et de toutes ses illusions (y compris celle du lovalisme de l'armée). Le P.C.F. ne reproche en fait à la junte que son manque de confiance dans la capacité de l'U.P. à maintenir l'ordre capitaliste.

Et pourtant la tâche urgente de l'heure est de tirer les leçons de cette victoire totale du capital, de dénoncer tout « frontisme ». Faut-il s'étonner que cela ne soit pas fait lorsque « ROUGE » appelle à voter pour l'union de la gauche et y décèle un vote de classe ?

C'est avec les cadavres des ouvriers chiliens que les trotskistes tendent de mystifier le prolétariat. Ils apparaissent bien comme ce qu'ils sont : les ennemis jurés de l'autonomie prolétarienne.

Corvallan est sans doute un révolutionnaire alors que Puig Antich militant espagnol condamné à mort ne mérite qu'un soutien du bout des lèvres. Il est vrai que ses méthodes de lutte ne favorisent guère la démagogie. La violence révolutionnaire dans toute sa radicalité et le trotskisme, ça fait deux !

Pour nous, il ne saurait en tout cas être question de participer à ces comités Chili ou quoi que ce soit d'autre dont la création correspond plus à un besoin de faire apparaître des organisations qu'à une solidarité avec le prolétariat chilien. Nous laisserons staliniens et trotskistes utiliser le sang qui coule au Chili pour mettre en place leur salade contre-révolutionnaire.

Ils n'en ont plus pour longtemps...

LA SEULE UNION REVOLUTIONNAIRE SERA L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN !

La seule façon d'abattre le fascisme c'est de mener une lutte sans compromission contre le capital et cela, seule la classe ouvrière autonome peut le réaliser.

REPONSE A L'ARTICLE N° 6 LA LUTTE DES FEMMES DANS UNE PERSPECTIVE REVOLUTIONNAIRE

Pour les gauchistes de tout poil, les femmes n'ont, ou plutôt n'avaient, d'intérêt que lorsqu'elles étaient présentes sur les lieux de production donc directement mêlées à la lutte des classes. Depuis quelque temps chaque organisation s'efforce d'avoir ses « commissions femme » sa page « femme » dans le journal, et même ses « groupes femme » (GLF pour Révo par exemple).

Démagogie des plus dégueulasse car tout en avant l'air de dire aux filles : « prenez vos affaires en main », on continue à les maintenir dans un état d'esprit d'humilité et de soumission en professant que de toute façon c'est un problème mineur, que l'oppression des femmes n'est qu'un aspect secondaire de l'oppression du prolétariat et n'a aucune spécificité propre.

Qu'en est-il pour nous ?

L'article expose des chiffres déjà connus sur la situation de la femme dans le monde du travail, énumère quelques revendications des femmes, avortement, contraception, salaire égal, qui peuvent être celles du P.C.F. ou de n'importe quel groupuscule.

Ce qui est important ce sont les prolongements révolutionnaires de ces revendications réformistes : libre disposition de son corps (alors que la répression de la sexualité joue un rôle idéologique et économique de tout premier plan dans le système capitaliste), indépendance économique et reconnaissance comme un individu à part entière (et non plus comme une machine à reproduire des « enfants-force de travail »).

Le plus important dans un grève comme Cerisay ce n'est pas l'aspect « combat économique » de la grève, ce n'est pas seulement la forme dure, production et vente parallèles, de la lutte ; c'est la rupture des grévistes avec toute une tradition de passivité et de soumission des femmes ; c'est la remise en cause de toute l'idéologie bourgeoise.

Si les femmes ont une lutte spécifique à mener ce n'est pas parce qu'elles peuvent remettre en cause le système économique qui les oppresse comme les hommes, « parce qu'elles sont une catégorie particulière de la classe ouvrière », mais parce que chacune de leurs revendications remet en cause l'idéologie qui soutient ce système. La lutte des femmes comme celle des révolutionnaires s'attaque à la famille, la hiérarchie, l'autorité, mais elles apportent dans cette lutte des aspects nouveaux car l'éducation est plus répressive et plus abrutissante pour les filles que pour les garçons, le mariage n'entraîne par les mêmes servitudes pour la femme que pour l'homme, l'homme a droit à une vie sexuelle amoindrie, déformée, mais une vie sexuelle tout de même, la femme a droit à la maternité, et la maternité...

Si elles doivent constituer un mouvement n'ayant pas une « certaine indépendance », mais une autonomie totale c'est :

1) Parce que personne n'est mieux placé que les femmes pour lutter contre l'oppression spécifique aux femmes ;

2) Parce que tous les hommes, travailleurs et révolutionnaires y compris, baignent dans l'idéologie du « sexe fort » et tendent à reproduire partout des schémas de domination, de même que les femmes, « sexe faible », tendent à se laisser protéger et dominer. Les femmes doivent s'organiser seules si elles veulent éviter de reproduire ce schéma oppresseur-oppressé dans leur organisation de lutte.

Ce qui aurait pu être la conclusion de cet article c'est : seule une révolution socialiste libèrera les femmes. Il me semble essentiel de préciser qu'il n'y aura pas de révolution socialiste sans destruction des rapports de domination et de subordination établis depuis des siècles dans tous les aspects de la vie économique, sociale, politique, et particulièrement entre homme et femme.